

SAVING  
LIVES  
CHANGING  
LIVES



# Évaluation de la sécurité alimentaire et des marchés (SiSSAN)

## Guinée-Bissau | Juillet 2021

### RESUME DES RESULTATS

En juillet 2021, 14,5 pour cent des ménages en Guinée-Bissau (plus de 238 000 personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire, n'étant pas en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires et non alimentaires de base. Les régions les plus affectées sont Tombali et Oio, avec respectivement 27 et 22,3 pour cent de ménages touchés par l'insécurité alimentaire, alors que la capitale Bissau est la zone la moins touchée (5,6 pour cent). Depuis mars 2021, date de la dernière enquête SiSSAN, la situation d'insécurité alimentaire est restée globalement stable, avec une légère hausse des ménages vulnérables (0,6 pour cent) enregistrée par rapport au 13,7 pour cent de mars. Les revenus de la campagne de cajou, qui a eu lieu entre avril et juillet, sont un facteur clé de la prévalence relativement faible de l'insécurité alimentaire.

Le nombre de ménages confrontés à des contraintes d'accès à la nourriture a considérablement diminué en 2021 par rapport à 2020, en raison de la réduction progressive des restrictions liées au COVID-19, des récoltes de la campagne agricole 2020/2021 et de la campagne de commercialisation de la noix de cajou, qui termine justement en juillet. Ainsi, au moment de l'enquête, 12,6 pour cent des personnes faisaient recours à des stratégies d'adaptation sévères liées à la consommation (telles que la

réduction du nombre de repas ou de portions consommées), pourcentage qui s'approche aux niveaux pré-pandémiques de 12 pour cent enregistrés en septembre 2019.

Les marchés sont généralement bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires. On constate une faible hausse des prix des produits alimentaires, qui cependant ne touche pas les prix de produits de grande consommation, comme le riz importé non parfumé ou le mil.

Cependant, on s'attend à ce que la situation de la sécurité alimentaire se détériore pendant la période de soudure en août et septembre. Alors que les récoltes de la campagne agricole 2021/2022 ne débiteront qu'à la fin du mois d'octobre, les résultats de la campagne de commercialisation de cajou de 2021 paraissent mitigés. Avec un prix moyen du kilogramme de 346 FCFA, bien en dessous du prix conseillé par le gouvernement (360 FCFA), seulement 18 pour cent des producteurs interrogés se considèrent satisfaits de la campagne. La moitié des producteurs qualifie la campagne comme étant moyenne, et 30 pour cent comme étant mauvaise. De plus, 43,5 pour cent des producteurs avaient déjà contracté une dette auprès des acheteurs de cajou avant même le démarrage de la campagne de commercialisation, ce qui réduit leur pouvoir

## 1. CONTEXTE DE L'ETUDE

Le 24 mars 2020, la Guinée-Bissau a enregistré son premier cas de COVID-19. Les autorités nationales ont émis un confinement national le 26 mars et un état d'urgence a été déclaré le 27 mars. Le pays avait auparavant fermé les frontières, les écoles, les restaurants et d'autres entreprises locales, interdit les rassemblements publics, restreint les transports publics et réduit les heures d'ouverture des marchés de 7h du matin à 12h de l'après-midi. Depuis lors, les restrictions ont été assouplies, mais l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises. Au 31 juillet 2021, le pays enregistre 4 498 cas confirmés d'infection de COVID-19 (82,5 pour cent des cas enregistrés dans le secteur autonome de Bissau), et 76 décès.

En mai 2020, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut National de Statistique (INE), a mené une évaluation de la sécurité alimentaire et du fonctionnement des marchés pour mieux comprendre l'impact du COVID-19 sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays. L'enquête avait révélé que 51 pour cent des ménages étaient vulnérables à l'insécurité alimentaire. En dehors de la capitale Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation avait augmenté de près de cinq fois, passant de 12 pour cent en septembre 2019 à 51 pour cent en mai 2020. À Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères avait doublé, passant de 15 pour cent en mai 2018 à 30 pour cent en mai 2020.

Les enquêtes suivantes en juillet et octobre 2020 ont montré une progressive amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays, due en grande partie à l'assouplissement des restrictions liées à la gestion de la pandémie. En juillet 2020, la proportion de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation était passée de 51 pour cent en mai en 2020 à 20,1 pour cent.

A partir de l'enquête de mars 2021, le PAM a commencé à calculer l'indice de sécurité alimentaire via la méthode mVAM. L'indice de sécurité alimentaire est un indicateur composite généralement élaboré dans le cadre d'enquêtes face-à-face, que le PAM a ajusté la méthodologie pour l'adapter à la collecte de données via mVAM. Ainsi 13,9 pour cent des ménages étaient en insécurité alimentaire et les régions de Gabu, Oio et Bafata étaient les plus affectées.

En juillet 2021, le PAM, en partenariat avec le MADR

et l'INE, a mené une nouvelle enquête pour suivre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. La collecte de données a coïncidé avec la fin de la campagne de commercialisation de la noix de cajou de 2021, et a été menée dans le cadre du Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SiSSAN) géré par le PAM, le MADR et l'INE. L'enquête a été menée sur 2 187 chefs de ménage via la plateforme mVAM (mobile Vulnerability Analysis Mapping), le système de collecte de données du PAM à l'aide d'entretiens téléphoniques.

## 2. CONTEXTE DU PAYS

La Guinée-Bissau est un pays d'Afrique de l'Ouest à faible revenu, avec une population de 1,62 millions d'habitants (INE 2013). Quarante-huit ans d'instabilité politique ont profondément entravé le développement socioéconomique et humain du pays, qui aujourd'hui est classé 175e sur 189 pays selon l'Indice de développement humain (IDH) 2020. La Guinée-Bissau a un revenu national brut (RNB) par habitant de 820 USD et un produit intérieur brut (PIB) de 1,34 milliard USD (Banque mondiale, 2019).

L'agriculture représente 47,5 pour cent de son PIB, et emploie 67,9 pour cent de la population active (OIT 2020). La noix de cajou est la principale culture, occupant 50 pour cent des terres arables et représentant 90 pour cent des exportations du pays, ainsi que 10 pour cent de son PIB. Elle fournit des revenus directs ou indirects à 85 pour cent de la population. Les autres cultures comprennent le riz (cultivé principalement pour la consommation des ménages), le maïs, le mil et le sorgho.

Les ménages vulnérables sont fortement exposés aux fluctuations du prix international des noix de cajou, ainsi qu'aux risques liés au changement climatique - en premier lieu inondations, sécheresses et érosion côtière - et à la dégradation récurrente de l'environnement causée par la mauvaise gestion des terres et la pollution.

Le pays est touché par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Selon le rapport du Cadre Harmonisé (CH) de mars 2021, 5,2 pour cent de la population rurale (68 127 personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère et classée en phase 3 ou supérieure. Environ 12,5 pour cent de la population (165 331 personnes) étaient classés dans la phase 2 en raison de leur consommation alimentaire minimalement adéquate et de leur dépendance aux stratégies d'adaptation négatives pour répondre à leurs besoins de base, et étaient susceptibles de tomber en phase 3 ou supérieure.

Le taux de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois a diminué depuis 2012, passant

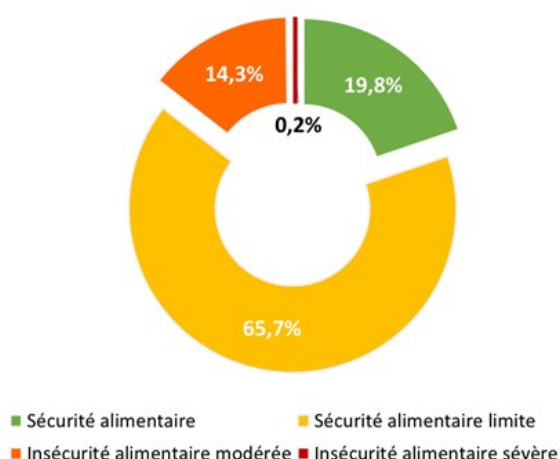
de 32,2 à 27,7 pour cent en 2018, mais reste élevé, dépassant 30 pour cent dans les régions d'Oio, Bafatá et Gabu. La malnutrition aiguë touche 5 pour cent des enfants du même groupe d'âge (MICS6, 2020).

En septembre 2019, avant la pandémie de COVID-19, seuls 8 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois recevaient un régime alimentaire minimalement acceptable, et seulement 29 pour cent des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans avaient une diversité alimentaire minimale satisfaisante (PAM, 2020).

### 3. COMBIEN DE PERSONNES SONT EN SITUATION D'INSECURITE ALIMENTAIRE?

En juillet 2021, 14,5 pour cent des ménages de Guinée-Bissau, soit plus de 238 000 personnes, sont en situation d'insécurité alimentaire. La grande majorité de ces ménages (14,3 pour cent) est en insécurité alimentaire modérée, liée à une consommation alimentaire insuffisante ou au recours à des stratégies de survie irréversibles pour satisfaire leurs besoins essentiels.

Les régions de Tombali et Oio sont les plus affectées par l'insécurité alimentaire, avec respectivement 27 et 22,3 pour cent des ménages en insécurité alimentaire, suivies par les régions de Bafata (18,8 pour cent), Biombo (17,1 pour cent), Bolama Bijagos (16 pour cent), et Gabu (15,8 pour cent). Le secteur autonome de Bissau est le moins affectée, avec 5,6 pour cent de ménages en insécurité alimentaire.



**Figure 1.** Situation de la sécurité alimentaire des ménages en juillet 2021.

Entre mars et juillet 2021, la situation de la sécurité alimentaire est restée globalement stable, avec une légère hausse des ménages vulnérables de 0,6 pour cent par rapport au 13,7 pour cent relevé en mars. Cela est dû en grande partie aux revenus tirés de la campagne de commercialisation de cajou (allant d'avril à juillet), qui ont permis aux ménages

agricoles de faire face à leurs besoins essentiels, notamment en termes d'alimentation.

Bien qu'en juillet 2021 le nombre de ménages en insécurité alimentaire soit relativement faible, il faut s'attendre à une forte augmentation, voire un doublement, du nombre de ménages vulnérables pendant la période de soudure (août-septembre). Cette période, qui sépare la fin de la campagne de cajou en juillet avec le début de la campagne agricole en octobre, est marquée par une raréfaction de la disponibilité des produits locaux et une hausse des prix dans les marchés. Le basculement des ménages actuellement en situation de sécurité alimentaire limite dans une situation d'insécurité alimentaire modérée ou sévère dépend en grande partie des résultats de la campagne de commercialisation de cajou au niveau des producteurs. Or, les résultats de la campagne s'annoncent insatisfaisants, d'après les producteurs interrogés. La moitié des producteurs considérait que la campagne était moyenne, et pour 30 pour cent la campagne était mauvaise. Les revenus de la campagne semblent donc insuffisants pour soutenir les ménages ruraux pendant la période de soudure, d'autant plus que 43,5 pour cent des producteurs avaient déjà contracté une dette auprès des acheteurs de cajou avant la campagne, comptant les rembourser avec des noix de cajou au moment de la vente. Ces pratiques habituelles, qui sont souvent à la défaveur des producteurs, affectent leur capacité à couvrir leurs dépenses essentielles pendant la saison de soudure.

### 4. CONSOMMATION ALIMENTAIRE

Le score de consommation alimentaire (SCA) agrège les données sur la diversité et la fréquence des groupes d'aliments consommés par les ménages au cours des sept jours précédents l'enquête. Entre mars et juillet 2021, la proportion de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate (score de consommation alimentaire limite et/ou pauvre) a vu une légère hausse de 2,7 pour cent, allant de 5,9 pour cent en mars (environ 97 121 personnes) à 8,6 pour cent (environ 141 566 personnes) en juillet.

Les régions de Tombali, Gabu et Oio enregistrent les taux les plus élevés de ménages avec une consommation alimentaire inadéquate, avec une incidence de 24,3 pour cent, 17,1 pour cent et 11,5 pour cent respectivement. A l'inverse, les taux les plus faibles ont été observés dans la capitale Bissau (0,4 pour cent), et dans les régions de Bolama Bijagos (2 pour cent) et Cacheu (4,3 pour cent).

Les aliments les plus consommés par les ménages sont les céréales, les tubercules, l'huile, le poisson, la viande, les œufs, les fruits et les légumes, avec une fréquence de 4 à 7 jours par semaine en moyenne.

En revanche, la consommation de produits laitiers

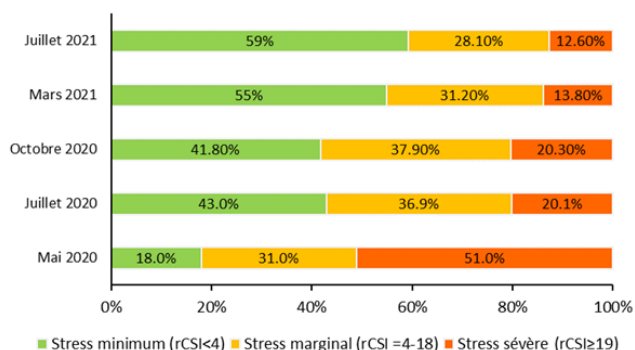


moyens d'existence pour avoir accès aux produits alimentaires ou non alimentaires de base.

Concernant l'utilisation de stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation, entre mars et juillet 2021, la proportion de ménages faisant recours à ce type de solutions a légèrement baissé, passant de 13,8 à 12,6 pour cent. L'utilisation de stratégies d'adaptation sévères est en baisse constante depuis mai 2020, où ce pourcentage avait atteint le 51 pour cent cause des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

En juillet 2021, les régions avec le plus de ménages utilisant des stratégies sévères basées sur la consommation sont Biombo (22,1 pour cent), Cacheu (16,2 pour cent), Bolama Bijagos (16 pour cent), et Gabu (15,2 pour cent). D'après les résultats de l'enquête, les stratégies les plus utilisées sont : manger des aliments moins préférés et moins chers (57,7 pour cent), limiter les quantités de nourriture préparées lors des repas (24,4 pour cent), et réduire les quantités de nourriture consommées par les adultes au profit des enfants (22,4 pour cent).

Quant à l'usage de stratégies d'adaptation sévères (crise et/ou urgence) basées sur les moyens d'existence, le pourcentage de ménages faisant recours à ces solutions pour faire face à leurs besoins alimentaires a légèrement augmenté, allant de 16,9 pour cent en mars à 17,5 pour cent en juillet.



**Figure 3.** Stratégies d'adaptation basées sur la consommation

Ce pourcentage est particulièrement élevé dans les régions de Bafata (29,4 pour cent), Bolama Bijagos (29,4 pour cent), Oio (26 pour cent), et Cacheu (20,6 pour cent). Parmi les stratégies les plus utilisées figurent la recherche de nouvelles sources de revenus (47 pour cent), la dépense de ses économies pour acheter de la nourriture par faute de réserves ou manque de liquidité (40 pour cent), le travail en échange d'un paiement futur (30 pour cent), et l'emprunt d'argent ou de nourriture (23 pour cent).

## 6. ACCES AUX PRODUITS ALIMENTAIRES

Parmi les ménages interrogés, 90,4 pour cent déclare avoir un stock de nourriture ou d'argent disponible pour acheter de la nourriture pour les semaines suivantes. Plus précisément, 86,3 pour cent des ménages déclare avoir un stock de nourriture suffisant pour couvrir 35 jours en moyenne (83,3 pour cent des stocks étant essentiellement constitués de céréales). Seuls 12,5 pour cent des ménages a un stock pouvant couvrir plus de trois mois, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la période de soudure. En outre, 4,1 pour cent des ménages déclare avoir assez d'argent pour acheter de la nourriture pendant deux semaines.

Les régions qui comptent le moins de ménages avec un stock alimentaire sont Biombo (62,1 pour cent), Bafata (78,8 pour cent) et Bissau (83,2 pour cent).

Bien que les chiffres ci-dessus montrent une amélioration des stocks alimentaires par rapport à la situation en mars 2021 (86,5 pour cent), la période de soudure risque de pousser une grande partie des ménages à épuiser leurs stocks, en aggravant ainsi la situation de la sécurité alimentaire.

## 7. PROFIL DES MENAGES EN INSECURITE ALIMENTAIRE

Les résultats de l'enquête montrent comment les caractéristiques de vulnérabilité des ménages, notamment le niveau d'éducation, leurs sources de revenus, ainsi que leur composition, ont un impact concret sur leur sécurité alimentaire.

Les ménages dirigés par des personnes sans instruction ou avec un faible niveau d'instruction étaient les plus affectés par l'insécurité alimentaire (18 pour cent, contre 13 pour cent en moyenne). Plus le niveau d'éducation est faible, plus l'insécurité alimentaire est élevée.

L'insécurité alimentaire augmente aussi avec la taille des ménages, avec une incidence de 8,5 pour cent parmi les ménages de 1 à 5 personnes contre 17,4 pour cent dans les ménages de 20 personnes ou plus. En outre, les ménages avec des enfants de moins de cinq ans étaient plus vulnérables que ceux sans enfant à charge, car les mères ont moins de temps pour participer pleinement aux activités génératrices de revenus, sans oublier les dépenses spécifiques liées aux enfants. Environ 15,5 pour cent des ménages avec des enfants à charge étaient en insécurité alimentaire, contre 9,8 pour cent dans les ménages sans enfants. Les ménages avec femmes enceintes et femmes allaitantes étaient aussi plus vulnérables que les autres. Ainsi, 18,3 pour cent dans les ménages avec une femme enceinte était en insécurité alimentaire, contre 13,5

pour cent pour les autres. De façon similaire, on constate un gap important d'insécurité alimentaire entre les ménages avec une femme allaitante (17 pour cent) par rapport à ceux qui n'en avaient pas (12 pour cent).

Enfin, les ménages agricoles étaient plus vulnérables que ceux qui dépendaient d'autres activités rémunératrices, car ils sont fortement exposés aux fluctuations des prix des noix de cajou et aux aléas climatiques et environnementaux qui affectent le rendement agricole.

## **8. CAMPAGNE DE COMMERCIALISATION DE LA NOIX DE CAJOU**

La campagne de commercialisation de noix de cajou a été ouverte officiellement le 07 avril 2021 par le gouvernement, avec un prix officiel de 360 Fcfa le kilogramme. Le gouvernement prévoyait également une exportation de 200 000 tonnes de cajou, bien supérieure à celle de l'année 2020 (153,634 tonnes).

Parmi les ménages interrogés dans cette enquête, 59 pour cent avaient une plantation de cajou. De ces producteurs, 98 pour cent avaient déjà vendu ou étaient en train de vendre leur production au moment de l'enquête, à un prix moyen de 346 Fcfa le kilogramme. Seuls 38 pour cent des producteurs avaient pu vendre leurs noix à plus de 360 Fcfa (le prix de référence), alors que la majorité des producteurs (62 pour cent) avait obtenu un prix inférieur. Environ 46 pour cent des producteurs avaient troqué du cajou pour du riz, avec un terme d'échange d'1 kg de cajou contre 1 kg de riz ; en 2017, les producteurs pouvaient échanger 1kg de cajou pour 2 kg de riz.

Les résultats de la campagne de commercialisation de 2021 paraissent mitigés au vu des opinions des producteurs. En effet, 29,5 pour cent des producteurs a qualifié la campagne comme mauvaise, et 50,1 pour cent des producteurs la considérait comme moyenne. Que 18 pour cent des répondants la considérait satisfaisante. Les trois principaux problèmes rencontrés par les producteurs étaient : baisse des prix (73,4 pour cent), perte de récolte par les feux de brousse (36 pour cent) et l'endettement des producteurs avant même le démarrage de la campagne de commercialisation (10,3 pour cent).

## **9. SUIVI DES STOCKS ET DES PRIX DE DENRÉES ALIMENTAIRES ET NON ALIMENTAIRES**

Depuis août 2020, le PAM, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut national de la statistique (INE), a étendu son système mensuel de suivi des prix des marchés de 9 à 44 marchés, établissant un système national couvrant les 39 secteurs de la Guinée-Bissau (un marché pour chaque secteur et

cinq marchés dans la capitale Bissau). Le système de suivi monitoré les prix de 50 produits alimentaires et non alimentaires.

En juillet 2021, les marchés étaient bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires pendant la période de l'enquête ainsi que durant les mois qui l'ont précédée. Les céréales locales étaient encore présentes dans les marchés même si le maïs commençait à se raréfier.

En juillet 2021, le prix du riz ordinaire importé, c'est-à-dire le principal produit alimentaire de base, était stable autour de son prix habituel de 350 Fcfa le kilogramme. Le prix riz local, en revanche, a connu une hausse progressive, passant de 388 Fcfa le kilogramme en mars à 467 Fcfa en juillet.

Par rapport à juillet 2020, en juillet 2021 la moitié des produits monitorés a connu une hausse des prix. Le prix est resté stable pour 35 pour cent des produits, et a baissé pour 17,5 pour cent des produits (aucun produit parmi ceux de base).

**Figure 4.** Suivi des prix de produits alimentaires et non alimentaires en Juillet 2021

Groupe alimentaire	Produit	Unité	Jul 2020	Jul 2021	Variation (%)	
<b>Céréales</b>	Riz (local)	kg	446	500	12.1	▲
	Riz (importé)	kg	366	367	0.3	▶
	Mil	kg	647	700	8.2	▶
	Farine de blé	kg	494	500	1.2	▶
	Maïs	kg	1033	750	-27.4	▼
	Pain	Unit	100	117	17.0	▲
<b>Tubercule</b>	Patate douce	kg	366	500	36.6	▲
	Manioc	kg	331	750	126.6	▲
<b>Légumineuse</b>	Arachide	kg	575	800	39.1	▲
	Noix de cajou	kg	2331	3667	57.3	▲
	Haricot	kg	660	900	36.4	▲
<b>Légume</b>	Concombre	kg	533	1500	181.4	▲
	Gombo	kg	1350	717	-46.9	▼
	Oignon	kg	575	728	26.6	▲
	Carotte	kg	1350	1233	-8.7	▶
	Tomate	kg	1003	1433	42.9	▲
<b>Fruits</b>	Banane locale	kg	542	600	10.7	▲
	Banane importée	kg	N/A	1255		▶
	Limon	kg	448	583	30.1	▲
	Mangue	kg	N/A	733		
<b>Viande, poisson</b>	Viande de boeuf sans os	kg	3736	5000	33.8	▲
	Viande de boeuf avec os	kg	2775	4000	44.1	▲
	Poulet local vivant	Unit	4236	4500	6.2	▶
	Poisson frais (bica, barbo, linguado)	kg	1446	3500	142.0	▲
	Poisson frais (Tainaha, Bagri, Bentana)	kg	1171	2333	99.2	▲
	Poisson frais (sardinela, djafal, bentaninhas)	kg	775	1167	50.6	▲
	Poisson séché	kg	1932	2017	4.4	▶
<b>Huile</b>	Huile de palme	Litre	1182	1300	10.0	▶
	Huile végétale importée	Litre	1039	1350	29.9	▲
<b>Produits laitiers</b>	Lait en poudre	kg	3250	3000	-7.7	▶
<b>Sucrierie</b>	Sucre	kg	577	530	-8.1	▶
<b>Produit non alimentaire</b>	Savon (corps)	kg	131	100	-23.7	▼
	Savon (barre)	kg	603	717	18.9	▲
	Bois de chauffe	Unit	150	125	-16.7	▼
	Charbon	Unit	130	100	-23.1	▼
	Bougie (petite)	Unit	55	50	-9.0	▶
	Bougie (grande)	Unit	122	118	-3.3	▶
	Batterie (petite)	Unit	186	100	-46.2	▼
	Batterie (grande)	Unit	378	200	-47.1	▼
	Combustível (Gasóleo)	Litre	662	667	0.8	▶
	Combustível (Gasolina)	Litre	709	685	-3.4	▶

▼ Baisse de plus de 10%  
▲ Hausse de plus de 10%  
▶ Variation inférieure ou égale à 10%

## 10. SUIVI DE LA PLUVIOMETRIE

Les premières pluies ont été enregistrées dans la deuxième quinzaine du mois d'avril 2021, mais il s'agissait de pluies de très faibles quantités. C'est au mois de juin que la saison des pluies s'est réellement installée sur l'étendue du territoire national, avec des moyennes pluviométriques dépassant les 10 mm par jour. Les quantités de pluie cumulées entre avril et début août montrent une baisse de la pluviométrie en 2021 par rapport à l'année 2020, qui a été particulièrement pluvieuse. A titre d'exemple, pendant la première décennie d'août 2021 le cumul pluviométrique était de 655 mm, contre 904 mm dans la même période en 2020. Cette diminution des pluies a été observée sur tout le territoire national, y compris le secteur autonome de Bissau. Cependant, la moyenne pluviométrique de 2021 est proche à la moyenne historique sur les vingt dernières années. Comme d'habitude, les régions du sud (Tombali, Quinara, Bolama Bijagos) sont les plus pluvieuses, et les régions de l'est (Bafata et Gabu) sont les plus sèches.

L'indice de végétation par différence normalisée (NDVI) a été utilisée pour analyser l'évolution du développement de la végétation et des cultures. Le NDVI est un indice de télédétection calculé sur la bande du proche infrarouge et la bande du rouge. Il permet de montrer l'état de la végétation en se basant sur le niveau de sa verdoyance, sans cependant dissocier la végétation sauvage des cultures. L'évolution de l'indice et de sa moyenne historique montrent que, pendant la première moitié de la saison des pluies, la végétation était moins développée qu'auparavant. Cependant, la situation s'est améliorée à partir du mois d'août, où

les valeurs de NDVI se sont rapprochées à la moyenne des douze dernières années. Si cette tendance continue, on peut s'attendre à une bonne production de biomasse et éventuellement à de bonnes productions agricoles.

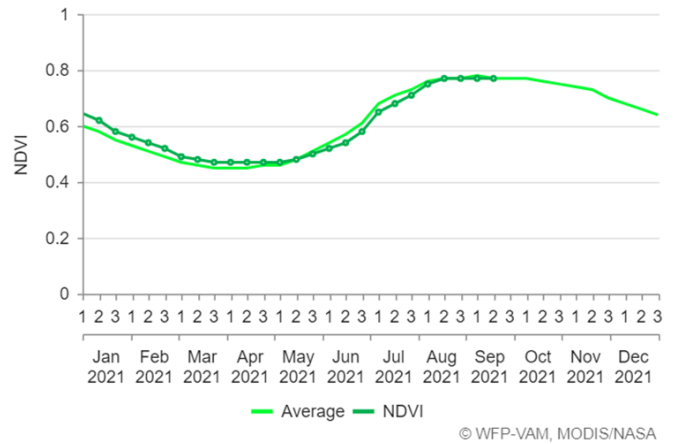


Figure 6. Evolution du NDVI en 2021

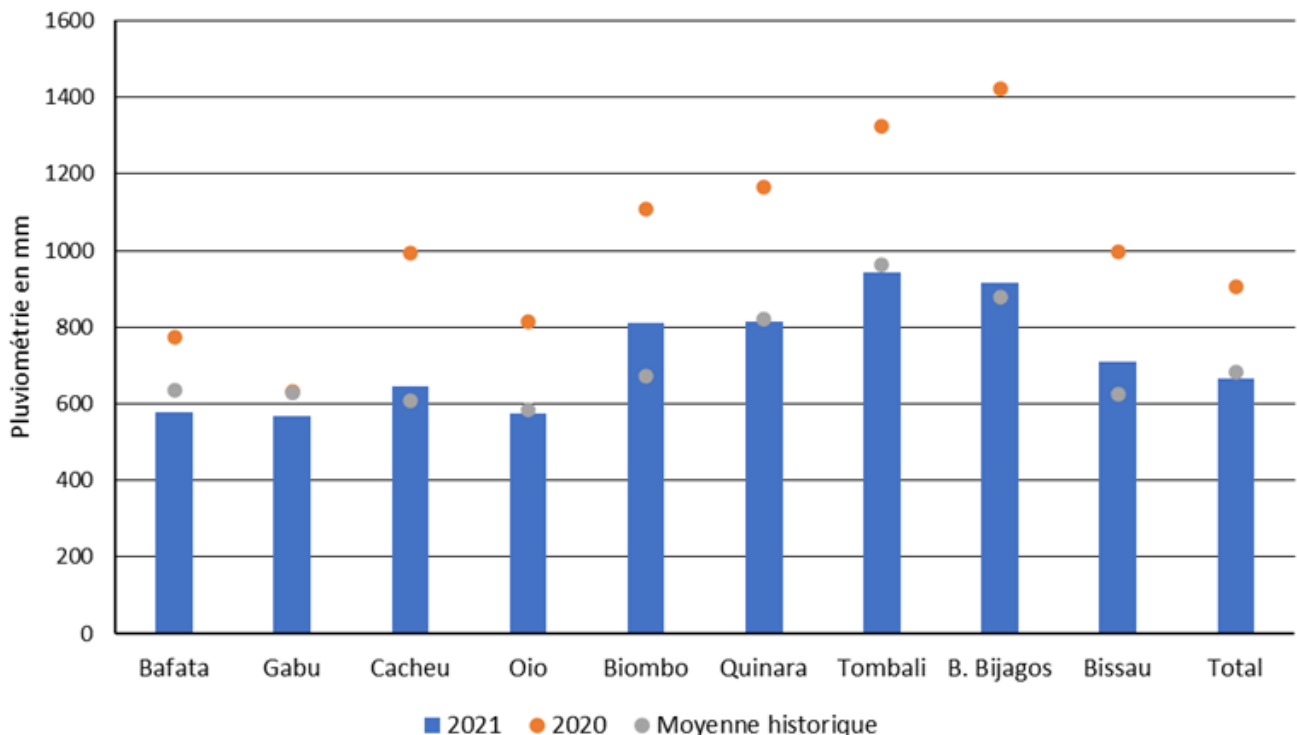


Figure 5. Evolution de la pluviométrie entre 2020 et 2021.

## 11. METHODOLOGIE

Cette enquête a été menée avec la méthode mobile Vulnerability Analysis and Mapping (mVAM). Il s'agit de la méthodologie d'analyse de la vulnérabilité et de la cartographie du PAM, qui utilise la technologie mobile pour suivre à distance la sécurité alimentaire et la nutrition des ménages, ainsi que les tendances liées au marché. Le système mVAM a été lancé en 2013 et a été mis en œuvre dans des contextes humanitaires très différents dans plus de 30 pays au cours des cinq dernières années.

La collecte des données a eu lieu du 1er au 12 juillet 2021. 2209 ménages ont été contactés, et 2187 ont accepté de participer à l'enquête (taux de non-réponse très faible, de 0,1 pour cent). Au minimum 180 ménages ont été sélectionnés par région, comme recommandé dans le manuel du mVAM (WFP, 2020). Les données ont été reçues à temps réel dans le serveur et cinq superviseurs se sont chargés d'assurer le contrôle de la qualité des données en vérifiant les questionnaires, en faisant des contre-enquêtes auprès des ménages, et en contactant les enquêteurs pour d'éventuelles corrections. Les données collectées ont été pondérées au moment de l'analyse pour tenir compte des poids démographiques de chaque région.

## BIBLIOGRAPHIE

- Alta comissão para covid-19, 2021. Boletim Informativo Semanal | de 22 a 28 de Março De 2021 | Nr.30.
- Coping Strategies Index: Field Methods Manual. Copyright © 2008 Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. (CARE).
- Ministério da Economia e Finanças, Direcção Geral do Plano/Instituto Nacional de Estatística (INE), 2016. Projections Demographiques en Guinee-Bissau (2009 – 2030).
- Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS6), 2020. Relatório Final 2018-2019.
- International Monetary Fund; The Department of African Affairs, 2017. Guinea-Bissau: Selected Issues Paper; International Monetary Fund: Washington, DC, USA.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Establishing remote monitoring and assessment capacities for covid-19 response. A practical guide.
- United Nations World Food Programme (WFP), Mai 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité

alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.

- United Nations World Food Programme (WFP), Juillet 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), Octobre 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), mars 2021. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Enquête de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- World Employment and Social Outlook: Trends 2020 International Labour Office – Geneva: ILO, 2020

### POUR PLUS D'INFORMATION:

- Momadou Sow, VAM and M&E Officer (WFP - Guinea-Bissau) - [momadou.sow@wfp.org](mailto:momadou.sow@wfp.org)
- Alessia Vittorangeli, Partnerships & Reporting Officer (WFP Guinea-Bissau) - [alessia.vittorangeli@wfp.org](mailto:alessia.vittorangeli@wfp.org)